

Unité départementale du Loiret  
Adresse postale : 5 avenue de Buffon  
CS 96407  
Adresse bureau : 3 rue de Carbone  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 31/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

ZI Terre de Flein  
45450 Donnery

Références : 96/2026  
Code AIOT : 0010001118

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION implanté ZI Terre de Flein 45450 Donnery. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- ZI Terre de Flein 45450 Donnery
- Code AIOT : 0010001118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD (OSFP) est autorisée pour l'embouteillage de boissons plates et gazéifiées sur le site de Donnery. Elle réalise également la fabrication de ses pré-formes PET sur le site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées (NC3 du 13/12/2021)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
2	Distances d'isolement et quantités stockées (NC5 du 13/12/2021)	Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 8.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	Accessibilité - Voie " engins " (NC7 du 13/12/2021)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aires de stationnement (NC6 du 13/12/2021)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 et 3.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
6	Conformité au dossier de demande d'autorisation (NC10 du 13/12/2021)	Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
8	Granulés plastiques – confinement et récupération (NC5 du 20/02/24)	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Granulés plastiques industriels – procédures (NC6 du 20/02/24)	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	20/02/24)				
10	Modification des installations (NC9 du 20/02/24) - PAC régularisation	Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande d'action corrective	2 mois
12	Compartimentage entrepôt TETRIS (NC8 du 13/12/2021)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Affichage des consignes (NC9 du 13/12/2021)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Collecte des effluents liquides (NC1 du 13/12/2021)	Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 4.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
11	Déversement de boues (NC4 du 20/02/24)	Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 5.1.3 et 5.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées (NC3 du 13/12/2021)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel : Visite d'inspection du 13 décembre 2021</u> <i>Lors de la visite sur site, l'Inspection a pu constater la présence d'acide citrique dans la cellule 2, non mentionné dans l'état des matières stockées transmis au jour de l'Inspection ou dans le porter à connaissances de 2019.</i> <b>Constat : L'état des matières stockées fourni au jour de la visite ne mentionne pas la présence d'acide citrique au sein de l'entrepôt.</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 29 janvier 2026</u> Dans sa réponse du 12 mai 2022, l'exploitant a précisé que l'état des matières stockées qu'il avait élaboré n'incluait que les produits combustibles et a caractérisé l'acide citrique « d'incombustible » (dans sa réponse à la NC3).</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'acide citrique ne fait pas partie de la liste des produits caractérisés comme « incombustibles » au sein de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002, visé dans la note de doctrine générale n° BRTICP/2011-331/AL-PB du 28/11/11 relative au classement des stockages associés à certaines activités de production alimentaire ;</li><li>- la prescription visée, modifiée par l'arrêté du 24 septembre 2020, précise « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, <u>y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</u> »</li></ul> <p>Le précédent constat est donc modifié comme suit :</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'a pas présenté d'état des matières stockées conforme à l'attendu.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Distances d'isolement et quantités stockées (NC5 du 13/12/2021)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement et quantités stockées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/12/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bâtiment TETRIS se situe a minima à 20 mètres des armoires de peroxydes organiques et de la cuve HCl. Le stockage est limité à 1670 palettes de préformes, 1045 de bouchons plastiques, 295 de films plastiques, 115 d'étiquettes, 905 de cartons/intercalaires et 1390 de boîtes métalliques.</p> <p>Aucun stockage permanent n'est réalisé dans la zone Sud des quais de chargement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel : Visite d'inspection du 13 décembre 2021</u></p> <p><i>L'une des armoires de stockage de peroxydes organiques extérieure est située à 11 m du bâtiment Tetris. L'arrêté préfectoral prévoit une distance de 20 m entre les armoires de peroxydes et l'entrepôt. La cuve HCl est bien située à plus de 20 m de l'entrepôt.</i></p> <p><i>Par ailleurs, l'emplacement de l'armoire de peroxydes implantée au plus proche de l'entrepôt Tetris n'est pas conforme au dossier de porter à connaissance déposée en 2019.</i></p> <p><i>L'exploitant a présenté un état des stocks de l'entrepôt Tetris le jour de la visite d'inspection, les quantités de matières relevées étaient les suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 822 palettes de préformes (seuil fixé à 1670 dans l'arrêté) ;</li> <li>- 523 palettes de bouchons plastiques (seuil fixé à 1045 dans l'arrêté) ;</li> <li>- 228 palettes de films plastiques (seuil fixé à 295 dans l'arrêté) ;</li> <li>- 123 palettes d'étiquettes (seuil fixé à 115 dans l'arrêté) ;</li> <li>- 614 palettes de cartons/intercalaires (seuil fixé à 905 dans l'arrêté) ;</li> <li>- 186 palettes de boites métalliques (seuil fixé à 1390 dans l'arrêté).</li> </ul> <p><b>Constat :</b></p> <p><i>La distance entre l'armoire de stockage de peroxydes organiques et l'entrepôt Tetris est nettement inférieure à 20 m.</i></p> <p><i>L'état des stocks au jour de l'inspection n'était pas conforme au seuil fixé par l'arrêté pour les palettes d'étiquettes</i></p>

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Document consulté :

- réponse de l'exploitant du 12 mai 2022

Concernant le premier alinéa du constat, dans sa réponse du 12 mai 2022, l'exploitant indique que les peroxydes organiques appartiennent au groupe Gr3 et que leur distance d'implantation peut être réduite à 10m de toute installation pour ce type de peroxyde. A noter cependant que l'étude de flux thermiques initiale de l'Entrepôt TETRIS (qui doit être mise à jour), fait état de flux de 8 kW/m<sup>2</sup> à 10m. En l'absence d'une modélisation mise en jour tenant compte des nouvelles conditions de stockage, le constat est maintenu.

**L'exploitant peut proposer la modification de la prescription suite au déplacement de l'armoire de peroxydes. Cette demande devra alors être intégrée au PAC régularisation cité au point 11 du présent rapport, et comprendre l'ensemble des justifications nécessaires à sa bonne instruction.**

Concernant le second alinéa du constat du 13 décembre 2011, dans sa réponse du 12 mai 2022, l'exploitant propose d'effectuer une mise à jour de l'étude de flux thermiques avec les nouvelles données et de revoir la classification des produits en fonction de leur comportement au feu. L'exploitant n'ayant pas pu présenter un état des stocks (non finalisé, en cours de mise à jour), il n'a pas pu être vérifié la conformité de ce point.

L'exploitant n'a pas non plus fourni d'étude de flux thermiques.

Il n'a donc pas pu être vérifié que le volume de palettes d'étiquette était dorénavant correct.

Le constat précédent est donc maintenu dans l'attente de la transmission d'un état des stocks en bon et dû forme (voir point 1 du présent rapport).

**Constats : La distance entre l'armoire de stockage de peroxydes organiques et l'entrepôt TETRIS est nettement inférieure à 20 m. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect du nombre de palettes autorisés au sein de l'entrepôt TETRIS (état des stocks non disponible).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 3 : Accessibilité - Voie " engins " (NC7 du 13/12/2021)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Voie engin
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 13/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>[...]</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente</li></ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 13 décembre 2021</u></p> <p><i>L'aire de stationnement des engins du SDIS au Nord-Est du bâtiment Tetris, est actuellement définie au droit de la voie engin (bien que non matérialisée - cf point de contrôle précédent). Ainsi, dans le cas d'un stationnement d'un véhicule d'intervention sur cet emplacement, aucun autre véhicule du SDIS ne pourrait circuler sur la voie (largeur utile minimale non respectée). La prescription requiert que la voie engin soit maintenue dégagée pour la circulation et l'accès aux aires de stationnement ou de mise en station en toute circonstance.</i></p> <p><i>A ce même emplacement, il est constaté que la largeur de la voie engin est localement inférieure à la largeur minimale requise de 6 m.</i></p> <p><b>Constat : L'emplacement prévu pour les aires de stationnement et les dimensions de la voie engins ne sont pas conformes à l'arrêté ministériel.</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 29 janvier 2026</u></p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- réponse de l'exploitant du 12 mai 2022</li></ul> <p>Le SDIS (pompiers de Semoy) a été sollicité dans le cadre de la réponse à du 12 mai 2022 sur la</p>



largeur de la voie engin réduite entre le poteau de structure du passage Est côté production et la bordure de la voirie opposée. Le SDIS a validé à l'oral que ce rétrécissement ne porterait pas préjudice à leurs interventions, du fait de la faible longueur dudit rétrécissement (sur 5 m de longueur au maximum). Le restant de la voie engin est bien supérieure à 6 m (croisement possible d'engins).

Afin de valider en bon et dû forme ce point, il est demandé de retransmettre un plan reprenant la voie engins et les emplacements (voir point suivant du présent rapport), afin de valider auprès du groupement de prévention industrielle du SDIS l'aménagement proposé qui diffère vis à vis de l'étude initiale et des prescriptions de l'arrêté ministériel.

Dans l'attente de la transmission de ce plan et de cette demande d'aménagement, le précédent constat est maintenu.

**Constat : L'emplacement prévu pour les aires de stationnement et les dimensions de la voie engins ne sont pas conformes à l'arrêté ministériel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Aires de stationnement (NC6 du 13/12/2021)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 et 3.3.2

**Thème(s) :** Autre, Aires de stationnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022

**Prescription contrôlée :**

3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens

[...]

- elle comporte une matérialisation au sol ;

[...]

3.3.2. Aires de stationnement des engins

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2

[...]

- elle comporte une matérialisation au sol ;

[...]

#### **Constats :**

##### Visite d'inspection du 13 décembre 2021

*Les aires de mises en station et aires de stationnement des engins n'étaient pas, au jour de la visite, matérialisées au sol.*

*Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que les implantations des aires de stationnement et de mise en station des moyens aériens en partie Nord / Nord-est présentées au cours de l'inspection ne respectent pas celles définies dans le porter à connaissance de 2019.*

*L'exploitant n'a pas matérialisé au sol les aires de mise en station des moyens aériens et de stationnement engins.*

##### Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Document consulté : réponse de l'exploitant du 12 mai 2022

L'exploitant indique avoir consulté le SDIS (pompiers de SEMOY) en avril 2022, afin de valider les nouveaux emplacements, dans le respect des prescriptions de l'AM du 11/04/2017.

Le jour de l'inspection, il est constaté que les emplacements prévus et matérialisés en 2022 ne sont plus visibles (marquage au sol effacé).

Afin de valider en bon et dû forme ce point, il est demandé de retransmettre un plan reprenant la voie engins (voir point précédent) et les emplacement des aires visées par la présente prescription afin de valider auprès du groupement de prévention industrielle du SDIS l'aménagement proposé qui diffère vis à vis de l'étude initiale.

Cet aménagement pourra utilement être mis en concordance avec la nouvelle étude de flux thermiques demandée au point 6 du présent rapport.

**Constat : Les aires de mise en station des moyens aériens et de stationnement engins ne sont pas matérialisées au sol. Le plan de circulation en cas d'incendie sera mis à jour en conséquence.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Affichage des consignes (NC9 du 13/12/2021)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21.
<b>Thème(s) :</b> Autre, consignes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/12/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est vérifié par sondage la présence de l'affichage approprié.  <b>Le précédent constat est levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Conformité au dossier de demande d'autorisation (NC10 du 13/12/2021)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité au dossier de demande d'autorisation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/12/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel : Visite d'inspection du 13 décembre 2021</u></p> <p><i>Des incohérences ont été identifiées entre les plans transmis dans le porter à connaissance et le bâtiment construit : présence d'ouvertures supplémentaires dans les parois, emplacement des poteaux incendie, emplacement du stockage de peroxydes, emplacement prévu des aires de mise en station des moyens aériens et des aires de stationnement des engins, organisation du stockage interne de l'entrepôt TETRIS (présence de racks, distances non respectées), stockage d'acide citrique.</i></p> <p><i>Par ailleurs, au vu des modifications de l'organisation du stockage à l'intérieur de l'entrepôt, la modélisation FLUMILOG présentée dans le PAC de 2019 n'est plus en adéquation avec la réalité.</i></p> <p><b>Constat : L'exploitant ne respecte pas la disposition et les aménagements présentés dans son dossier de porter à connaissance déposé en 2019.</b></p>
<p><u>Visite d'inspection du 29 janvier 2026</u></p> <p>Ce point n'a pas avancé (absence de transmission de l'étude de flux thermiques, voir point de constat n°2 du présent rapport). Le constat est maintenu en l'état.</p> <p>Il est demandé la transmission d'un porter à connaissance de régularisation (voir point 11 du présent rapport), qui présentera les modifications survenues sur site depuis 2019 et les différences avec le PAC déposé en 2019.</p>
<p><b>Constat : L'exploitant ne respecte pas la disposition et les aménagements présentés dans son dossier de porter à connaissance déposé en 2019.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2020, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

L'exploitant doit justifier de l'étanchéité de l'ensemble de ses réseaux de collecte d'effluents au 31 décembre 2021 avec l'échéancier suivant :

- au 31 décembre 2020 : transmission des justificatifs de l'inspection de 100 % des réseaux physico-chimique et pluvial et des travaux de consolidation des réseaux inspectés en 2019 ;
- au 31 décembre 2021 : transmission des justificatifs des travaux de consolidation des réseaux inspectés en 2020.

**Constats :**Visite d'inspection du 13 décembre 2021

L'exploitant indique qu'il a réalisé 100% de la vérification des réseaux accessibles. Il précise toutefois que seuls deux tronçons de 15 m linéaire chacun n'ont pas été contrôlés car ils restent inaccessibles au chariot nécessaire à l'inspection caméra des réseaux (problème de dénivelé). Des travaux de nettoyage ont néanmoins été entrepris sur cette partie.

En l'absence de tout document justificatif, il est donc attendu que l'exploitant transmette à l'inspection un document qui comprendra a minima :

- les tronçons vérifiés ;
- les défauts constatés lors des inspections des réseaux (avec indication de la page/numéro de rapport correspondant) ;
- les travaux entrepris sur les défauts avec les dates d'intervention ;
- les dates d'inspections qui valident ces interventions de nettoyage/réparation (avec indication de la page/numéro de rapport correspondant) ;
- les travaux/inspections qui n'ont pas pu être menés à bien (notamment sur les deux sections de 15 m inaccessibles) accompagnés des justificatifs de nettoyage de ces réseaux.

Ces éléments devront faire référence à la page du rapport de constat de l'entreprise d'inspection des réseaux.

Les tronçons pour lesquels une telle vérification n'a pas pu être réalisée devront faire l'objet d'une justification technique étayée.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection un document récapitulatif justifiant de la réalisation exhaustive des travaux de remise en état des réseaux.

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Document consulté :

- réponse de l'exploitant du 12 mai 2022

L'exploitant a transmis les éléments de réponse attendus.

**Le précédent constat est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Granulés plastiques – confinement et récupération (NC5 du 20/02/24)**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361

**Thème(s) :** Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – confinement et récupération

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2024

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. «Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. «Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

**Constats :**

Rappel : Visite d'inspection du 3 mars 2023

*Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en œuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes. L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.*

*Vu : le signalement des salariés relatif à la dissémination dans l'environnement de granulés plastiques à l'aire de dépotage ;*

*Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés)*

*Vu : l'aire de dépotage des granulés plastiques avec présence de nombreux granulés dispersés au sol sur l'aire de dépotage et aux alentours immédiats, lessivables par les eaux météoriques.*

*Vu : la présence d'une aire de rétention avec muret de faible hauteur entourant l'ensemble des silos*

de stockage de granulés plastiques ;

Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo ;

Vu : la présence de caniveaux dédiés sans panier de récupération à ce stade ;

Vu : la présence d'un panier de récupération des granulés plastiques sur le réseau raccordé à la zone de stockage des silos en elle-même.

Vu : la zone de fabrication des pré-formes. Il n'est pas constaté de dispersion de granulés plastiques dans cette zone le jour de la visite.

Les granulés plastiques sont transportés de la zone de stockage en silos extérieure vers l'intérieur de l'usine dans une zone dédiée à la fabrication des préformes de bouteilles plastiques. Le transport est effectué de manière aéraulique par des tuyauteries aériennes pleines.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées assiste au dépotage d'un camion de granulés plastiques. L'exploitant indique que les dépotages se font à raison d'un par jour environ. Une procédure encadre ce dépotage avec assistance vidéo déportée par un membre du personnel OSFP. Cette dernière n'est pas affichée sur la zone (cf point de contrôle suivant).

L'exploitant précise que des actions ont été prises pour limiter le risque de dissémination dans l'environnement : mise en œuvre d'une dalle étanche avec délimitation physique pour guider le stationnement des camions et caniveau en L ceinturant la zone. Cette aire n'est pas pleinement accessible et opérationnelle le jour de la visite d'inspection, si bien que le dépotage du camion s'effectue pour partie en dehors de cette aire. Notamment, lors du dé-raccordement et rangement du flexible (appartenant au transporteur) des granulés plastiques sont répandus au sol.

Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de paniers de récupération en aval des caniveaux de l'aire étanche. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour deux paniers mais que ces derniers n'ont pas encore été réceptionnés.

L'exploitant indique qu'un curage du bassin d'eau pluvial P1 situé en aval hydraulique de cette zone a été effectué en 2021, et que le curage du bassin P2 est prévu en 2023.

S'agissant du risque de débordement des silos de stockage PET et RPET, l'exploitant indique que chaque silo dispose d'une alarme de niveau haut et que la masse de granulés stockés par silo est contrôlée.

Enfin, l'exploitant indique que la zone de fabrication des pré-formes (injection) à base de granulés recyclés est équipée d'un point bas étanche prévenant la dissémination dans l'environnement. Le local de production dispose d'une balayeuse pour l'entretien de la zone.

[C9] L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de confinement et de récupération des granulés plastiques au poste de dépotage PET et RPET.

[C10] L'exploitant doit justifier de la mise en œuvre d'un point bas étanche permettant la récupération des granulés plastiques susceptibles de se disperser dans le local de fabrication des préformes et son entretien régulier.

**[C11] L'exploitant doit justifier le curage du bassin d'eaux pluviales P1, fournir le BSD d'évacuation des déchets précisant l'exutoire pour les boues contenant potentiellement des granulés plastiques.**

Rappel : Visite d'inspection du 20 février 2024

Vu : le nouveau signalement des salariés relatif à la dissémination dans l'environnement de granulés

plastiques à l'aire de dépotage ;

Vu : les 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) ;

Vu : l'aire de dépotage des granulés plastiques avec présence de nombreux granulés dispersés au sol sur l'aire de dépotage et aux alentours immédiats, lessivables par les eaux météoriques (dans un périmètre de 20 m minimum) ;

Vu : la présence d'une aire de rétention avec muret de faible hauteur (environ 15 cm) entourant l'ensemble des silos de stockage de granulés plastiques ;

Vu : la présence de dispositifs de ramassage des granulés plastiques à disposition du personnel (aspirateur, balai, poubelle protégée du vent,...)

Vu : la présence de deux caniveaux dédiés munis de paniers de récupération des granulés ;

Ces différents points permettent de répondre en partie au constat C9 de la précédente inspection (étant attendu que ces mesures doivent être efficaces).

Vu : la zone de fabrication des pré-formes. Il n'est pas constaté de dispersion de granulés plastiques dans cette zone le jour de la visite.

Vu : la fourniture des BSDND des boues du bassin P1, en réponse au constat C11 de la précédente inspection. **Le constat C11 est ainsi levé.**

Test : aspiration des granulés plastiques à l'aide de l'aspirateur : **test non concluant.**

L'exploitant précise que des actions ont été prises pour limiter le risque de dissémination dans l'environnement :

- mise en œuvre d'une dalle étanche avec délimitation physique pour guider le stationnement des camions et caniveau en L ceinturant la zone. Cette aire est opérationnelle le jour de la visite d'inspection ;

- présence de caniveau en point bas, avec paniers de récupération des granulés plastiques ;

- mise en place de dispositifs de ramassage des billes plastiques (aspirateur, balai, poubelle) : en cas de déversement accidentel, le transporteur doit ramasser les billes épandues à l'aide d'un balai. L'aspirateur, d'une pression de 0,7 bar maximum, est disponible à proximité de la zone de dépotage. C'est l'employé nommément désigné par l'exploitant qui en assure le démarrage (ou le transporteur en cas de connaissance du système d'aspiration par celui-ci). A noter la présence d'une procédure affichée à côté de la zone de dépotage.

Le test d'aspiration n'est pas concluant, les granulés plastiques ne sont pas bien aspirés, il est notamment difficile d'aspirer autour des plots béton et sur les zones goudronnées (présence d'aspérités). La buse d'aspiration est de petite dimension.

L'exploitant évoque plusieurs causes à la présence de granulés plastiques autour de cette zone :

- lors de la phase de prélèvement (validation qualité effectuée à chaque dépotage) : un prélèvement est effectué à l'aide d'un entonnoir. A cette occasion, l'exploitant a confirmé que des billes plastiques pouvaient être épandues en cas d'ouverture brutale de la trappe par le transporteur ;

- lors du raccordement et du dé raccordement et rangement du flexible (appartenant au transporteur) des granulés plastiques sont répandus au sol ;

- l'exploitant évoque la possibilité d'un risque de dispersement des granulés via l'évent situé en haut des silos en cas de chargement trop important de ceux-ci (avant mise en place du système de peson).

La zone de déchargement ne permet pas une canalisation physique des granulés plastiques (risque d'envol notamment), les billes se dispersent ensuite sur le site.



Les constats C9 et C10 de l'inspection du 3 mars 2023 (dont les conclusions sont rappelées ci-dessous), sont désormais formulés comme suit :

**[PDC n°5] Les équipements prévus pour canaliser les rejets des granulés plastiques dans l'environnement ne sont pas efficaces. L'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour confiner et récupérer les granulés plastiques disséminés sur le site**

#### Visite d'inspection du 29 janvier 2026

La précédente demande a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure daté du 7 août 2024.

L'exploitant a transmis des éléments de réponse en date du 7 octobre 2024. Au vu des éléments transmis, l'APMD a pu être levé le 21 novembre 2025.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées, n'a pas constaté la présence de granulés autour des silos. Les travaux engagés semblent efficaces.

L'IIC a souhaité tester l'aspirateur. Le test s'est révélé non concluant (aspirateur défaillant depuis quelques temps aux dires de l'exploitant).

**Constat : L'aspirateur à granulés est dysfonctionnel. L'exploitant est tenu d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs de récupération des granulés en vue de prévenir les risques de dispersion dans l'environnement.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 9 : Granulés plastiques industriels – procédures (NC6 du 20/02/24)**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362

**Thème(s) :** Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – procédures

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2024

### Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. «Ces procédures visent à : «a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement; «b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement; «c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site; «d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant; «e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361; «f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site; «g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. «Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. »

### Constats :

#### Rappel : Visite d'inspection du 3 mars 2023

*Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en œuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes. L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.*

*Cf partie "observations" du point de contrôle précédent.*

*L'exploitant indique que les procédures sont en cours de finalisation.*

*[C12] L'exploitant doit mettre en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement. Les consignes à disposition du personnel et des transporteurs en charge du dépotage doivent être affichées aux endroits appropriés.*

#### Rappel : Visite d'inspection du 20 février 2024

*Vu : présence de granulés autour de la zone de dépotage dans un périmètre de 20m minimum.*

*Vu : présence d'une procédure affichée concernant le ramassage de granulés plastiques en cas de déversement accidentel. absence d'une procédure de dépotage permettant de limiter la dispersion de granulés dans l'environnement.*

*Une procédure de ramassage de granulés en cas de déversement accidentel a bien été rédigée et est affichée au poste de dépotage. Cette procédure stipule que les billes doivent être ramassées avec le balai mis à la disposition du transporteur et jetées dans le seau prévu à cet effet.*

*La personne nommément désignée par l'exploitant comme étant en charge de la surveillance de la zone, nous indique vérifier avant et après le chargement l'état de la zone et l'absence de granulés. Il est à même de demander le nettoyage de cette zone aux transporteurs s'il la juge non conforme à l'attendu.*

*L'exploitant n'a pas pu présenter de procédure relatif au dépotage. Cette absence de procédure occasionne des comportements différents suivant les transporteurs.*

Le constat C12 est maintenu et reformulé comme suit :

**[PDC n°6] L'exploitant n'a pas mis en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement. Les consignes à destination du personnel et des transporteurs en charge du dépotage devront être affichées aux endroits appropriés.**

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

La précédente demande a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure daté du 7 août 2024.

L'exploitant a transmis des éléments de réponse en date du 7 octobre 2024. Au vu des éléments transmis, l'APMD a pu être levé le 21 novembre 2025.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de la procédure de dépotage et ramassage des granulés en cas de déversement accidentel.

L'IIC a souhaité tester l'aspirateur. La procédure de fonctionnement de l'aspirateur n'était pas affichée ce qui a limité la bonne réalisation de ce test.

**Constat : La procédure de fonctionnement de l'aspirateur à granulés n'est pas affichée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Modification des installations (NC9 du 20/02/24) - PAC régularisation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques 2662-3 et 1532 modifiées

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024

**Prescription contrôlée :**

Article R 181-46 du Code de l'environnement

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### Article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19/10/2020

Le bâtiment TETRIS se situe a minima à 20 mètres des armoires de peroxydes organiques et de la cuve HCl. [...]

#### **Constats :**

##### Rappel : Visite d'inspection du 13 décembre 2021

*L'une des armoires de stockage de peroxydes organiques extérieure est située à 11 m du bâtiment Tetris. L'arrêté préfectoral prévoit une distance de 20 m entre les armoires de peroxydes et l'entrepôt. La cuve HCl est bien située à plus de 20 m de l'entrepôt.*

*Par ailleurs, l'emplacement de l'armoire de peroxydes implantée au plus proche de l'entrepôt Tetris n'est pas conforme au dossier de porter à connaissance déposée en 2019.*

*[...]Constat :*

*La distance entre l'armoire de stockage de peroxydes organiques et l'entrepôt Tetris est nettement inférieure à 20 m.*

*[...]*

##### Rappel : Visite d'inspection du 3 mars 2023

*Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) au lieu des 2 silos prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site*

*Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo :*

*- n°51 : 46 700 kg PET ;*

- n°53 : 25 700 kg PET ;
- A : 45 000 kg RPET ;
- B : 103 000 kg RPET ;
- C : 26 000 kg RPET.

Le jour de la visite, l'exploitant exploite les 5 silos de stockage au titre de la rubrique 2662-3 sans avoir porté connaissance à Madame la Préfète de la modification de ses installations avant leur réalisation.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir mis à l'essai de nouveaux flux de camions dans sa zone de chargement camions. Des modifications vont intervenir nécessitant de déplacer le stock de palettes bois actuellement présent dans la zone.

L'exploitant a transmis le 3 mars 2023, à l'issue de la visite d'inspection, le porter à connaissance relatif à la demande de modification de ses installations de stockage de polymères relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE.

[C14] L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage avant leur mise en service. Ces dernières sont actuellement exploitées de façon irrégulière.

**[C15] L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des installations classées les modifications projetées de stockage des palettes de bois situé en extérieur dans le cadre de la réfection du quai de chargement camions et des modifications de flux de camions.**

#### Rappel : Visite d'inspection du 20 février 2024

L'exploitant a transmis en novembre 2023, une nouvelle version du porter à connaissance relatif à la demande de modification de ses installations de stockage de polymères relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE. Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. **A cet égard, le constat [C14] de la visite d'inspection précédente est levée.** A noter que la nature "étanche" des zones de collecte et de "confinement" des granulés plastiques présentée dans le dossier est notamment remise en cause suite aux constats de la présente inspection.

Par ailleurs, malgré des demandes répétées, l'exploitant n'a toujours pas transmis de porter à connaissance à Mme la préfète, concernant les projets suivants :

- une actualisation du porter à connaissance pour le projet O2 (dont la phase de tests de conformité est prévue pour septembre 2024). Un premier PAC a été déposé le 7 février 2022. De nombreuses modifications ont été apportées au projet sans qu'aucune actualisation de ce premier PAC n'ait été transmise malgré les relances de l'inspection des installations classées ;
- le projet de déplacement du stockage de palettes de bois. A noter que pour ce dernier, l'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage avant leur mise en service. Ces dernières sont actuellement exploitées de façon irrégulière.

Le constat [C15] de la visite d'inspection précédente est maintenu et reformulé ci-dessous:

**[PDC n°9] L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage de palettes avant leur mise en service. Il est utilement rappelé à l'exploitant que tout projet de modification des conditions d'exploiter ses installations classées doit être porté à la connaissance de Mme la Préfète avant réalisation.**

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Document consulté : réponse de l'exploitant du 12 février 2022

Dans sa réponse à la précédente inspection, l'exploitant a précisé que :

- le volume de palettes stocké (1565 m<sup>3</sup>) était moindre que dans la modélisation initiale (3310 m<sup>3</sup>) ;
- que les palettes restaient stockées dans « l'enveloppe de l'ancien emplacement » de stockage des palettes.

Il a été soulevé lors de l'inspection, que « l'ancien emplacement palettes » utilisé par l'exploitant n'était pas la surface qui avait été définie lors des modélisations du dossier initial et qu'une partie des palettes étaient donc stockées sur une surface qui n'avaient pas fait l'objet de modélisation de flux thermiques en bonne et due forme. À noter cependant que le stockage se trouvait à plus de 10m des bâtiments. Du fait des travaux en cours sur site, une nouvelle zone a été définie pour le stockage de palettes sans que l'IIC n'ait pu vérifier que l'emplacement se trouvait dans l'enveloppe des modélisations initiales.

D'autre part, il est constaté sur site le déplacement d'un certain nombre d'équipements du fait de travaux en cours sur le site (CTA, dépoussiéreur, modules frigorifiques,...). Ces déplacements, bien que temporaires, doivent faire l'objet d'une information à Mme la Préfète, et d'une étude des risques associés.

Enfin, du fait du déplacement de l'armoire à peroxydes et de la modification des distances d'éloignement (voir point 2 du présent rapport), il est demandé d'intégrer cette modification au sein du porter à connaissance de régularisation en y étudiant l'ensemble des flux thermiques (armoires et bâtiment TETRIS) et l'impact de ceux-ci.

**Constat : L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations (CTA, dépoussiéreur, modules frigorifiques,...) avant leur mise en service. L'exploitant pourra utilement y intégrer les modélisations de flux thermiques du nouvel emplacement des stockages de palettes si celui-ci diffère de la zone de stockage initial ainsi que la demande de modifications concernant l'armoire à peroxydes.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déversement de boues (NC4 du 20/02/24)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 5.1.3 et 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déversement des boues des bassins dans le milieu naturel

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets
- date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2024

**Prescription contrôlée :**

**Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

**Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

**Constats :**

La précédente demande a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure datée du 7 août 2024.

L'exploitant a transmis des éléments de réponse en date du 7 octobre 2024. Au vu des éléments transmis, l'APMD a pu être levé le 21 novembre 2025.

Il n'est pas constaté de nouvelle problématique sur le sujet sur site.

**Le précédent constat est donc levé.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Compartimentage entrepôt TETRIS (NC8 du 13/12/2021)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6.

**Thème(s) :** Autre, porte coupe feu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2022

**Prescription contrôlée :**

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »
- les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

[...]

**Constats :**

Rappel : Visite d'inspection du 13 décembre 2021

*Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a réalisé un test de fermeture manuelle sur chaque porte feu (Nord et Sud) de la paroi séparative entre les deux cellules de stockage. Ces tests ont permis de constater que la porte "Nord" ne se fermait pas entièrement. Le test n'est pas concluant.*

*Les documents techniques transmis par l'exploitant n'ont pas permis de statuer sur la conformité du bâtiment aux dispositions constructives (absence de transmission de PV de fin travaux et justificatifs techniques associés).*



*Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté qu'il n'est pas indiqué le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu au droit de ceux-ci, à chacune de leurs extrémités.*

*Enfin, les murs extérieurs étant a priori R15, les parois séparatives entre cellules doivent être prolongées latéralement sur 0.50 mètres en saillie de la façade ou dans la continuité de la paroi ce qui n'a pas été constaté lors de la visite.*

*Il est donc attendu :*

- la remise en conformité de la porte coupe-feu Nord puis réalisation d'un test de bon fonctionnement par un organisme habilité avec transmission du rapport associé.*
- la mise en place de l'indication du degré de résistance au feu des murs séparatifs au droit de ceux-ci (extrémités et à l'extérieur);*
- la mise en conformité du mur séparatif (prolongement latéral de 0.50 mètres) ou justificatif de la structure R60 des parois latérales ;*
- la transmission des justificatifs et PV de fin de travaux et notamment :*
- la tenue au feu des murs coupe-feu et justification de l'adéquation à cet usage des matériaux employés pour reboucher les ouvertures constatées dans ces murs (entre autres pour passages de gaines) ;*
- le classement des portes des murs séparatifs ;*
- les caractéristiques techniques de la bande de protection en toiture.*

#### Visite d'inspection du 29 janvier 2026

Document consulté : Réponse de l'exploitant en date du 12 mai 2022

Dans sa réponse à l'inspection, l'exploitant avait indiqué avoir mis en œuvre des procédures de nettoyage afin d'éviter que des éléments indésirables ne viennent entraver la fermeture de la porte.

Un test ultérieur par l'exploitant et l'entreprise DEKRA, de fermeture de la porte coupe-feu n'avait pas non plus été concluant. L'exploitant avait contacté le constructeur et la société de maintenance afin d'effectuer des investigations. L'exploitant indique que le problème avait été résolu.

Lors de l'inspection du 29 janvier 2026, un nouveau test a été commandité lors du passage en cellule. Malheureusement, il a été constaté une destruction du chambranle de la porte en partie basse, vraisemblablement dû à un passage trop rapide et rapproché d'un chariot. Le test de fermeture n'a pas été concluant (porte désactivée, qui ne se ferme pas et fermeture incomplète lors du débrayage). En outre, l'exploitant n'a pas mis en place de mesures compensatoires afin de pallier à ce dysfonctionnement (tel que recul des stockages vis à vis de la paroi, vérification des besoins en eaux du fait d'une plus grande surface de référence et/ou mise en place de ressources en eaux supplémentaires le cas échéant par exemple).

En date du 10 et du 23 mars 2026, l'exploitant a en outre :

- informé par courriel l'inspection des installations classées de la libération d'un espace de 5m de chaque côté du mur coupe-feu ;
- transmis le bon de commande de la pièce nécessaire pour la réparation de la porte ;
- mis en place une réparation temporaire permettant de remettre en service la fermeture automatique de la porte.

**Constat :** La porte coupe-feu du bâtiment TETRIS n'est pas maintenue en bon état de fonctionnement pour assurer les caractéristiques REI120 du mur (la porte ne se ferme pas, le chambranle de la porte est détérioré). L'exploitant doit renforcer les mesures compensatoires mises en place afin d'assurer la détection précoce d'un départ de feu et des moyens d'extinction adaptés, dans l'attente du retour à la conformité de la porte coupe-feu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours